



KPMG S.A.
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

HCL TECHNOLOGIES FRANCE S.A.S.

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 mars 2023
HCL TECHNOLOGIES FRANCE S.A.S.
22 rue de Caumartin 75009 PARIS

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 14-30080101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG S.A.
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

HCL TECHNOLOGIES FRANCE S.A.S.

22 rue de Caumartin 75009 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 mars 2023

À l'associé unique de la société HCL TECHNOLOGIES FRANCE S.A.S.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par Article III-1 du procès-verbal des décisions de l'associé unique en date du 13 janvier 2020, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société HCL TECHNOLOGIES FRANCE S.A.S. relatifs à l'exercice clos le 31 mars 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er avril 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 14-30080101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre. Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 31 juillet 2023

KPMG S.A.

Jérôme LO IACONO

Associé

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 31/03/2023	Net 31/03/2022
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaires	1 497 111	1 466 882	30 229	77 788
Fonds commercial (1)	2 650 351		2 650 351	2 650 351
Autres immobilisations incorporelles	117 049	117 049		4 952
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	31 615 924	12 289 320	19 326 603	5 934 096
Immobilisations corporelles en cours	7 834		7 834	20 651
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations				
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	275 919		275 919	228 447
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	36 164 188	13 873 251	22 290 938	8 916 285
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				524 388
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	2 748 665	66 634	2 682 031	341 767
Avances et acomptes versés sur commandes	91 092		91 092	48 962
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	54 487 067	272 448	54 214 619	49 356 080
Autres créances	379 387		379 387	176 954
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	12 194 597		12 194 597	2 722 295
Charges constatées d'avance (3)	17 842 883		17 842 883	21 911 159
TOTAL ACTIF CIRCULANT	87 743 691	339 083	87 404 608	75 081 606
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif	392 397		392 397	110 720
TOTAL GENERAL	124 300 276	14 212 333	110 087 943	84 108 610
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

Bilan passif

	31/03/2023	31/03/2022
CAPITAUX PROPRES		
Capital	2 516 000	2 516 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	215 048	215 048
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	251 600	251 600
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	18 499 104	14 429 266
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	5 146 929	4 069 836
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	26 628 680	21 481 750
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	405 123	111 236
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	405 123	111 236
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	12 682 582	1 036
Emprunts et dettes financières diverses (3)	3 959 655	6 327 246
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	319 347	432 790
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	28 220 568	26 273 181
Dettes fiscales et sociales	15 775 409	14 579 669
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	8 626 292	1 516 467
Autres dettes	189 842	48 829
Produits constatés d'avance	12 824 100	13 003 892
TOTAL DETTES	82 597 795	62 183 110
Ecart de conversion passif	456 345	332 514
TOTAL GENERAL	110 087 943	84 108 610
(1) Dont à plus d'un an (a)	8 650 923	
(1) Dont à moins d'un an (a)	73 627 524	61 750 320
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque	1 036	1 036
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	France	Exportations et livraisons intracom.	31/03/2023	31/03/2022
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises				
Production vendue (biens)				
Production vendue (services)	132 106 377	33 788 320	165 894 698	149 414 329
Chiffre d'affaires net	132 106 377	33 788 320	165 894 698	149 414 329
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges			113 295	576 220
Autres produits			1 336 960	365 906
Total produits d'exploitation (I)			167 344 953	150 356 455
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variations de stock				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variations de stock				
Autres achats et charges externes (a)			102 916 097	95 529 213
Impôts, taxes et versements assimilés			1 373 350	1 164 454
Salaires et traitements			34 904 018	29 967 103
Charges sociales			14 922 798	13 191 024
Dotations aux amortissements et dépréciations :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements			4 159 329	3 124 837
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			220 132	
- Pour risques et charges : dotations aux provisions			404 607	110 720
Autres charges			518 527	753 032
Total charges d'exploitation (II)			159 418 859	143 840 383
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			7 926 095	6 516 072
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
De participation (3)				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)			18 764	21 510
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total produits financiers (V)			18 764	21 510
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)			197 890	94 712
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total charges financières (VI)			197 890	94 712
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			-179 125	-73 201
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)			7 746 969	6 442 871

Compte de résultat (suite)

	31/03/2023	31/03/2022
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		
Total produits exceptionnels (VII)		
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	38 083	
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total charges exceptionnelles (VIII)	38 083	
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	-38 083	
Participation des salariés aux résultats (IX)	1 061 593	842 313
Impôts sur les bénéfices (X)	1 500 364	1 530 722
Total des produits (I+III+V+VII)	167 363 718	150 377 966
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	162 216 789	146 308 129
BENEFICE OU PERTE	5 146 929	4 069 836
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier		
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées	153 306	63 367

Faits caractéristiques**Autres éléments significatifs**

Guerre en Ukraine :

Les opérations militaires en Ukraine qui ont commencées le 24 février 2022 et les sanctions prises contre la Russie par de nombreux Etats auront une incidence sur l'économie Mondiale. A la date de clôture des comptes, cet évènement n'a pas eu d'impact significatif sur le patrimoine de la Société, ni sur sa situation financière ou ses résultats.

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SAS HCL TECHNOLOGIES FRANCE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/03/2023, dont le total est de 110 087 943 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 5 146 929 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/04/2022 au 31/03/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés par les dirigeants de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/03/2023 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2016-07 homologué par arrêté ministériel du 26 décembre 2016, à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué :

- de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement
- de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue.
- de l'estimation initiale des coûts de démantèlement, d'enlèvement et de restauration du site sur lequel elle est située, en contrepartie de l'obligation encourue,
- des coûts d'emprunts pour financer l'acquisition, pendant la période de production de cet actif.

Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Règles et méthodes comptables

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Concessions, logiciels et brevets : sur 3 ans en linéaire
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 6 à 10 ans
- * Matériel de bureau : 4 à 5 ans
- * Matériel informatique : 4 à 5 ans
- * Mobilier : 7 ans
- * Climatiseur : 10 ans
- * Installations et machines : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Fonds commercial

Les fonds commerciaux ont été constitués d'acquisitions à titres onéreux.

Ces fonds commerciaux concourent au maintien et au développement du potentiel d'activité de l'entreprise. Ces fonds sont considérés comme ayant une durée d'utilisation non limitée. Conformément au règlement ANC n°2015 06, ils ne sont donc pas amortis, mais des tests de dépréciation sont mis en oeuvre chaque année.

Une dépréciation du fonds commercial est constituée, le cas échéant, pour ramener la valeur du fonds commercial au plus bas de la valeur comptable et de la valeur d'usage.

Compte tenu des synergies existantes entre les fonds acquis et les activités initiales de la société ainsi que du caractère fongible des fonds concernés l'évaluation des fonds commerciaux est globale au niveau de la société HCL Technologies France.

La valeur d'usage des fonds commerciaux a été testée en comparant les capitaux employés de la société avec sa valeur d'entreprise estimée sur la base d'une actualisation des flux d'exploitation futurs de trésorerie.

Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Règles et méthodes comptables

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Opérations en devises

Lors d'acquisition d'actif en monnaie étrangère, le taux de conversion utilisé est le taux de change à la date d'entrée ou, le cas échéant, celui de la couverture si celle-ci a été prise avant l'opération. Les frais engagés pour mettre en place les couvertures sont également intégrés au coût d'acquisition.

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écart de conversion.

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité suivant les modalités réglementaires.

Le résultat de change peut être enregistré en résultat d'exploitation ou en résultat financier en fonction de la nature des opérations l'ayant généré. Il est ainsi prévu d'enregistrer en résultat d'exploitation les résultats de change sur les dettes et créances commerciales. Le risque de change sur ces éléments est en effet lié à l'exploitation au même titre, par exemple, que les dépréciations de créances commerciales déjà enregistrées en résultat d'exploitation.

A cet effet, un sous-compte de la classe 65 "autres charges de gestion courante" et son équivalent en classe 75 sont créés. Les postes gains et pertes de change apparaissant en résultat financier est réservé aux opérations ayant un caractère financier (emprunt bancaire en devise, liquidités en devises ...).

Les précisions relatives à la présentation dans le compte de résultat des gains et pertes de change sont mentionnées aux articles 946-65, 946-66, 947-75 et 947-76 du règlement ANC n°2014-03.

Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Les engagements correspondants font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : AA RATING EUR REPS CREDIT CURVE
- Taux de croissance des salaires : 4 %
- Age de départ à la retraite : entre 65 ans et 67 ans
- Taux de rotation du personnel : 9,2 %
- Table de taux de mortalité : table INSEE TD 2018-2020
- Taux de charges sociales : 47,11%

Notes sur le bilan

Actif immobilisé**Tableau des immobilisations**

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial	2 650 351			2 650 351
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	2 001 424	61 975	449 240	1 614 160
Immobilisations incorporelles	4 651 775	61 975	449 240	4 264 511
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	1 586 186			1 586 186
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	12 689 510	17 812 866	472 638	30 029 738
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours	20 651	7 834	20 651	7 834
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	14 296 347	17 820 701	493 290	31 623 758
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	228 447	47 472		275 919
Immobilisations financières	228 447	47 472		275 919
ACTIF IMMOBILISE	19 176 569	17 930 148	942 529	36 164 188

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions	61 975	17 820 701	47 472	17 930 148
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice	61 975	17 820 701	47 472	17 930 148
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions	449 240	493 290		942 529
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice	449 240	493 290		942 529

Immobilisations incorporelles**Fonds commercial**

	31/03/2023
Éléments achetés	2 650 351
Éléments réévalués	
Éléments reçus en apport	
Total	2 650 351

Il n'a pas été constaté de dépréciation du fonds commercial à la clôture de l'exercice 2023.

Immobilisations corporelles

Les acquisition d'immobilisations corporelles intervenues au cours de l'exercice incluent notamment à hauteur de 11 m€ des équipements achetés et mis à dispositions de certains clients dans le cadre de contrats de location financière.

Notes sur le bilan

Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont constituées principalement de dépôts de garantie.

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	1 918 684	114 486	449 240	1 583 930
Immobilisations incorporelles	1 918 684	114 486	449 240	1 583 930
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	1 101 775	142 392		1 244 167
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	7 239 825	3 902 452	97 123	11 045 154
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	8 341 600	4 044 844	97 123	12 289 320
ACTIF IMMOBILISE	10 260 284	4 159 329	546 363	13 873 251

Notes sur le bilan

Les opérations s'analysent comme suit :

	Immobilisations Incorporelles	Immobilisations Corporelles	Total
Ventilation des dotations			
Compléments liés à une réévaluation			
Eléments amortis selon mode linéaire	114 485	4 044 844	4 159 329
Eléments amortis selon autre mode			
Dotations exceptionnelles			
Dotations de l'exercice	114 485	4 044 844	4 159 329
Ventilation des diminutions			
Eléments transférés à l'actif circulant			
Eléments cédés	449 240	97 123	546 363
Eléments mis hors service			
Diminutions de l'exercice	449 240	97 123	546 363

Notes sur le bilan

Actif circulant**Stocks**

	Montant
Marchandises	2 748 665
TOTAL	2 748 665

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 72 985 256 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	275 919		275 919
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	54 487 067	54 487 067	
Autres	379 387	379 387	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	17 842 883	17 842 883	
Total	72 985 256	72 709 337	275 919
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Clients - Factures à établir	9 020 359
Clients - Factures à établir non co	2 372 146
Clients FAE Gpe	601 426
Total	11 993 931

Notes sur le bilan

Dépréciation des actifs**Dépréciation des stocks**

Les stocks font l'objet d'une dépréciation à hauteur de 66 634 euros. Par catégorie, les éléments significatifs sont :

	Montant
Stock marchandises	66 634
TOTAL	66 634

Dépréciation des créances

Les créances font l'objet d'une dépréciation à hauteur de 272 448 euros. Par catégorie, les éléments significatifs sont :

	Montant
Dépréciation créances clients	272 448
TOTAL	272 448

Capitaux propres**Composition du capital social**

Capital social d'un montant de 2 516 000,00 euros décomposé en 2 516 000 titres d'une valeur nominale de 1,00 euros.

	Nombre	Valeur nominale
Titres composant le capital social au début de l'exercice	2 516 000	1,00
Titres émis pendant l'exercice		
Titres remboursés pendant l'exercice		
Titres composant le capital social à la fin de l'exercice	2 516 000	1,00

Notes sur le bilan

Affectation du résultat

Décision de l'assemblée générale du 01/08/2022.

	Montant
Report à Nouveau de l'exercice précédent	14 429 266
Résultat de l'exercice précédent	4 069 836
Prélèvements sur les réserves	
Total des origines	18 499 102
Affectations aux réserves	
Distributions	
Autres répartitions	
Report à Nouveau	18 499 102
Total des affectations	18 499 102

Tableau de variation des capitaux propres

	Solde au 01/04/2022	Affectation des résultats	Augmentations	Diminutions	Solde au 31/03/2023
Capital	2 516 000				2 516 000
Primes d'émission	215 048				215 048
Réserve légale	251 600				251 600
Report à Nouveau	14 429 266	4 069 836	4 069 836	-1	18 499 104
Résultat de l'exercice	4 069 836	-4 069 836	5 146 929	4 069 836	5 146 929
Total Capitaux Propres	21 481 750		9 216 765	4 069 835	26 628 680

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change	110 720	392 397	110 720		392 397
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	516	12 210			12 726
Total	111 236	404 607	110 720		405 123
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		404 607	110 720		
Financières					
Exceptionnelles					

Notes sur le bilan

Dettes**Etat des dettes**

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 82 278 447 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	1 036	1 036		
- à plus de 1 an à l'origine	12 681 546	4 030 623	8 650 923	
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	3 959 654	3 959 654		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	28 220 568	28 220 568		
Dettes fiscales et sociales	15 775 409	15 775 409		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	8 626 292	8 626 292		
Autres dettes (**)	189 843	189 843		
Produits constatés d'avance	12 824 100	12 824 100		
Total	82 278 447	73 627 524	8 650 923	
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice	12 718 746			
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	250 000			
(**) Dont envers les associés				

Notes sur le bilan

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - FNP	694 064
Achats consommables NP	5 764 939
ECP Advance tax	33 828
Achats de sous-traitance NP	21 651
ECP Advance tax	26 649
Electricité NP	76 666
Fournisseurs - fact. non parvenues	554 216
Frs - fact. non parvenues Groupe	11 925 601
Fact. non parvenues	7 652 434
Travaux en cours	427 379
102105 GR/IR Other Clearing	546 459
Intérts courus	14 342
Dettes provisionnées pour CP	3 374 328
Increment Prov. Liability	8 798
Dettes Bonus	2 131 135
Engagement Performance Bonus	27 026
Prov Participation	1 058 047
Retention Bonus	203 988
Holiday Bonus provision	438 841
Provisions NDF	44 186
Charges sociales sur congés à payer	1 552 338
Charges sur bonus	1 088 303
CS / Prov Increment	212 319
Etat - autres charges à payer	420 366
Taxe d apprentissage CAP	15 008
Formation continue CAP	9 603
Effort construction	36 009
RRR à accorder	13 178
Total	38 371 701

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation**Charges constatées d'avance**

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	4 377 971		
Charges constatées d'avance	43 486		
Charges constatées d'avance	9 376 658		
Charges constatées d'avance	206 805		
Charges constatées d'avance /projet	2 221 635		
Charges constatées d'avance	1 616 329		
Total	17 842 883		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	12 824 099		
Total	12 824 099		

Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires**Répartition par marché géographique**

	31/03/2023
Export	33 788 320
France	132 106 377
TOTAL	165 894 698

Le chiffre d'affaires est comptabilisé comme suit :

- Prestations de services de consulting et d'outsourcing sur la base « temps et ressources » : projets facturés en fonction du temps (base horaire) et des ressources mis en oeuvre pour leur réalisation. La facturation se base sur le reporting des heures de travail des ingénieurs affectés aux projets.
- Prestations de services sur la base de « prix fixes » : reconnaissance du chiffre d'affaires en fonction de l'accomplissement de jalons fixés de manière contractuelle avec le client. Une confirmation client entraîne la facturation ainsi que la reconnaissance du chiffre d'affaires.

Résultat et impôts sur les bénéfices**Ventilation de l'impôt**

	Résultat avant Impôt	Impôt correspondant (*)	Résultat après Impôt
+ Résultat courant	7 746 969	1 500 364	6 246 605
+ Résultat exceptionnel	-38 083		-38 083
- Participations des salariés	1 061 593		1 061 593
Résultat comptable	6 647 293	1 500 364	5 146 929
(*) comporte les crédits d'impôt (montant repris de la colonne "Impôt correspondant")			

Notes sur le compte de résultat

Accroissements et allègements de la dette future d'impôt

La situation fiscale latente, compte tenu d'un taux d'impôt sur les sociétés valorisé à 25 %, fait ressortir une créance future d'un montant de 176 799 euros. Ce montant ne tient pas compte d'un éventuel paiement de la contribution sociale sur les bénéfices.

	Montant
Accroissements de la dette future d'impôt	
Liés aux amortissements dérogatoires	
Liés aux provisions pour hausse des prix	
Liés aux plus-values à réintégrer	
Liés à d'autres éléments	
A. Total des bases concourant à augmenter la dette future	
Allègements de la dette future d'impôt	
Liés aux provisions pour congés payés	
Liés aux provisions et charges à payer non déductibles de l'exercice	707 197
Liés à d'autres éléments	
B. Total des bases concourant à diminuer la dette future	707 197
C. Déficits reportables	
D. Moins-values à long terme	
Estimation du montant de la créance future	176 799
Base = (A - B - C - D)	
Impôt valorisé au taux de 25 %.	

Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 411 personnes.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	378	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	33	
Ouvriers		
Total	411	

Identité de la société mère consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale : HCL TECHNOLOGIES Limited

Forme : Limited company

Adresse du siège social :

806 Siddharth, 95 Nehru Place, New Dehli
110019 India

Autres informations

Engagements financiers**Engagements donnés**

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
<i>Baux commerciaux < 1 an</i>	467 685
<i>Baux commerciaux > 1 an et < 5 ans</i>	1 144 809
Autres engagements donnés	1 612 494
Total	1 612 494
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

Les engagements hors bilan sont relatifs aux baux signés par la société pour des durées de 3,6 et 9 ans.

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 2 286 561 euros